

tance sociale élargis et la création d'une infrastructure industrielle. Ces mesures favoriseraient la demande de produits d'importation provenant des pays industrialisés qui se trouvent dans l'embaras. Une autre méthode consisterait à investir, dans les pays industrialisés, les revenus provenant de la vente du pétrole. Cette solution comporte cependant des inconvénients. Si l'investissement prend la forme de titres à court terme, il conserve son caractère de forte liquidité et compromet la stabilité du système monétaire. Il est en outre probable que de tels investissements se dirigeraient vers les pays industrialisés dont la balance des paiements semble la plus favorable, et qui en ont par conséquent moins besoin. Le chancelier Helmut Schmidt a récemment proposé que les États ainsi favorisés, soit vraisemblablement les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest, servent en quelque sorte de «gare de triage», contrebalançant l'investissement de pétrodollars par l'envoi de capitaux aux pays dont la balance des paiements est déficitaire. D'autre part, si la réorientation des revenus du pétrole se faisait par voie d'investissement direct, toutes sortes d'obstacles politiques surgiraient. Dans le cadre d'une transaction bilatérale, le gouvernement de l'Iran a récemment acquis 25 pour cent des actions de la société Krupp. Si l'Iran en détenait un jour la majorité, il se pourrait que cette société reprenne son rôle historique de fabricant d'armes et produise des tanks et d'autres équipements militaires perfectionnés pour le compte de l'Iran et de ses voisins arabes. Pareille évolution aurait un effet désastreux sur l'équilibre militaire au Moyen-Orient ainsi que sur les relations américano-allemandes.

En dernier lieu, il ne faut négliger aucun moyen d'amener les riches producteurs de pétrole du Tiers monde à participer aux programmes d'aide à l'étranger, afin d'élargir l'apport à ces programmes internationaux et de stimuler aussi la demande de produits exportés par les pays industrialisés. On pourrait envisager, par exemple, des projets mixtes de développement pour la mise en œuvre desquels les grands producteurs de pétrole accorderaient des prêts à faible taux d'intérêt, quitte à recevoir des pays industrialisés au moins une partie de la différence entre les taux privilégiés et les taux ordinaires d'intérêt. Malgré son utilité, il est peu probable qu'une telle solution soit appliquée. A en juger par leur attitude lors de la récente session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU, les pays de l'OPEP sont apparemment insensibles au sort des nations défavorisées du Tiers monde. Ils re-

doutent la défection de certains de leurs membres et l'effondrement des prix qui s'ensuivrait. Ils craignent également que l'on découvre bientôt un substitut du pétrole, ou l'épuisement de leurs ressources en une génération. Peu d'entre eux possèdent d'autres richesses que le pétrole, et la précarité de leur prospérité nouvelle ne les incline ni à l'altruisme ni à l'adoption d'une stratégie mondiale à long terme.

Le rôle ambigu des grands producteurs de pétrole parmi les pays sous-développés se retrouve dans les pays industrialisés qui produisent un excédent de matières premières et qui, comme les premiers, doivent leur importance à cette situation privilégiée. Parmi les plus importants figurent le Canada et l'Australie, suivis de près par d'autres pays comme le Venezuela, le Brésil et l'Afrique du Sud à mesure que progresse leur industrialisation. En tant que sociétés industrialisées, ces nations dépendent moins de l'étranger que les pays du Tiers monde pour ce qui est de la prospection, de l'exploitation et l'affinage de leurs ressources minières. Bien que la valeur des exportations minières du Canada et de l'Australie soit moins impressionnante que les gains enregistrés dernièrement par l'Iran et l'Arabie Saoudite, ces exportations sont beaucoup plus diversifiées et donc moins sensibles aux fluctuations de prix et du taux des échanges.

Comme le démontre le tableau précédent, le Canada se classe au troisième rang, après les États-Unis et l'URSS, parmi les producteurs mondiaux de minéraux-clés; à l'encontre toutefois des deux premiers, il ne consomme qu'une faible partie de sa production et son importance réelle en tant qu'exportateur mondial de produits miniers s'en trouve accentuée d'autant. Le Canada est le seul pays industrialisé de l'Ouest qui pourra, dans un proche avenir, subvenir à tous ses besoins d'énergie. Il est en outre l'un des principaux fournisseurs de denrées alimentaires du monde. En 1973-1974, les exportations canadiennes de blé et de farine correspondaient à 20 pour cent du total des exportations mondiales, et celles des céréales secondaires en représentaient 7 pour cent.

Ces données statistiques sont restées sensiblement les mêmes depuis quelques années. Ce qui a changé, par contre, c'est l'importance que l'on accorde maintenant à ces facteurs devant la pénurie mondiale de denrées alimentaires et la montée en flèche du prix des matières premières.

L'amiante, le zinc et le nickel, dont la production canadienne est comparable, sur le plan mondial, à celle de l'Arabie Saoudite et de l'Iran pour ce qui est du